

Le Monde p. 4, 5.4.98

L'Europe veut exercer une influence durable en Asie

Le second forum Asie-Europe (ASEM) s'est achevé, samedi, à Londres

A leurs homologues d'Asie, les chefs d'Etat et de gouvernement européens ont rappelé leur engagement dans la région et leur volonté d'y

exercer une influence au moins aussi importante que celle des Etats-Unis. « Nous ne sommes pas des amis de passage, uniquement

quand ça va bien », a déclaré, Tony Blair, hôte de la réunion. Le prochain sommet se déroulera en l'an 2000 à Séoul.

LONDRES

de nos envoyés spéciaux

L'Europe existe : tel est le message qu'ont voulu faire passer à leurs homologues asiatiques les dirigeants des Quinze à l'occasion du second sommet Asie-Europe (ASEM), réuni à Londres du 2 au 4 avril. Alors qu'on a beaucoup reproché à l'Europe de ne pas se manifester davantage durant les bouleversements qui ont frappé les économies d'Asie depuis l'été 1997, les Quinze ont voulu rappeler fortement leur engagement dans la région et leur volonté d'y exercer à l'avenir une influence au moins aussi importante que celle des Etats-Unis.

Les sommets Europe-Asie doivent désormais encourager ce rapprochement. A Londres, le second sommet a réuni, outre les chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze, ainsi que le président de la commission européenne, dix chefs d'Etat asiatiques (les pays de l'Asean, plus la Chine et le Japon). Au total, se sont rencontrés à Londres deux pôles économiques qui représentent, réunis, un poids équivalent à la moitié du PIB mondial. Ces deux ensembles jugent qu'il leur est devenu impossible de s'ignorer, alors que les Etats-Unis, eux, ont établi un dialogue régulier avec l'Asie au sein de l'APEC (Coopération économique Asie-Pacifique) et profitent de leurs liens traditionnels dans la région pour apparaître comme les

premiers à intervenir en cas de crise.

« Nous ne sommes pas des amis de passage, uniquement là quand ça va bien », a dit le premier ministre britannique, Tony Blair, à l'ouverture du sommet. De fait, sans être aussi visible politiquement, l'influence économique européenne en Asie est plus forte que celle des Etats-Unis. (*Le Monde* du 4 avril). D'où la volonté européenne de marquer un peu cérémonieusement, comme ce fut le cas à Londres, son souci d'être reconnue comme un acteur et non comme un spectateur, sur la scène asiatique. L'exercice est assez formel, mais néanmoins important dans la mesure où ce dialogue entre chefs d'Etat qui se connaissent mal peut déboucher, par le biais de diverses initiatives, sur un renforcement des échanges entre les deux régions.

DÉPENSES SOCIALES

L'une de ces initiatives, annoncée à Londres, a pris la forme d'une déclaration commune sur la situation économique et financière en Asie. Ce texte de quatre pages est là pour rappeler que l'Europe soutient pleinement les efforts du Fonds monétaire international (FMI) pour aider l'Asie à sortir de la crise. Volontiers européen dans sa formulation, ce texte saluait par avance les mesures qui pourront être prises pour éviter l'« instabilité provoquée par la spé-

culatation » et réduire la « vulnérabilité des systèmes financiers ».

Il ne sera pas dit que le discours libéral à l'américaine est le seul qu'on puisse imaginer sur l'Asie : au sein de l'ASEM, il a été beaucoup question des conséquences sociales de la crise économique. La « sauvegarde des dépenses sociales » occupe une bonne place dans la déclaration économique de l'ASEM. Le président coréen Kim Dae Jung avait indiqué, jeudi 2 avril à Londres, que dix mille ouvriers supplémentaires étaient mis quotidiennement au chômage dans son pays. Le caractère explosif de la situation sociale dans la plupart des pays de la région est reconnu : reste à définir des mesures concrètes pour en éviter les conséquences les plus dramatiques. De nombreuses organisations non gouvernementales présentes en marge du sommet auraient aimé que les vingt-cinq chefs d'Etat prennent des engagements plus solides en la matière.

Plusieurs types d'incitations aux échanges économiques entre les deux pôles sont prévus. La première d'entre elles est d'ordre psychologique : les Européens affirment leur confiance dans l'avenir économique de l'Asie dont « les performances économiques impressionnantes continueront sur le moyen terme (...) à condition que les pays concernés appliquent entièrement les réformes nécessaires »,

indique le texte de la déclaration. La seconde est plus politique : les Européens ont longuement insisté pour faire comprendre à leurs interlocuteurs asiatiques que l'Europe n'était pas une forteresse protectionniste mais au contraire un marché ouvert.

DROITS DE L'HOMME OMIS

Une grande partie du sommet a consisté à expliquer aux Asiatiques le fonctionnement et la portée de l'euro, vanté notamment par Jacques Chirac et Helmut Kohl comme un modèle de coopération économique et financière, pour une région, l'Asie, qui sort d'une crise dont les aspects monétaires n'ont pas été négligeables.

En privilégiant l'aspect global et même un peu visionnaire des relations Europe-Asie, l'ASEM s'est gardée d'aborder les questions d'actualité. Les droits de l'homme ont été évacués de l'ordre du jour. La Chine était l'hôte d'honneur de ce sommet puisque Tony Blair et Jacques Santer, le président de la Commission européenne, ont accordé au nouveau premier ministre Zhyu Ron Gji la faveur d'une réception à part, baptisée à la va-vite « premier sommet Union européenne-Chine » - c'était le jeudi 2 avril, juste avant l'ouverture du sommet.

Patrice de Beer
et Lucas Delattre